



Une quarantaine d'agents forestiers d'Aquitaine et Midi-Pyrénées ont manifesté hier devant l'ONF à Mont-de-Marsan. PHOTO NICOLAS LE LIÈVRE

# Méfiance en forêt

## ONF Les enquêtes sur les suicides des agents forestiers sont très lentes

JEAN-LOUIS HUGON

jl.hugon@sudouest.fr

Les agents forestiers de l'ONF (Office national des forêts) trouvent que les choses avancent très lentement. Depuis 2005, quatre salariés se sont suicidés dans le massif du Sud-Ouest, trois dans les Landes (en 2005, 2007 et 2010) et un en Gironde, le 7 juillet dernier, où C. Hederich s'est pendu dans la maison forestière de La Teste-de-Buch. Une liste noire qui ne fait que s'allonger et qui provoque un grand malaise, voire un début d'incendie, chez les employés du massif. Parce que les agents sont persuadés que c'est la nouvelle organisation de l'ONF qui a conduit à une dégradation des conditions de travail. La perte du sens du métier, un type de management centré sur l'individu au détriment du collectif ont conduit certains au désespoir, jugent-ils.

Mais les enquêtes menées pour

savoir si ces gestes désespérés sont imputables ou non aux conditions de travail, en clair s'ils peuvent être considérés comme des accidents du travail, traînent en longueur. Hier, à Mont-de-Marsan, le comité d'hygiène et de sécurité de la direction territoriale Sud-Ouest (comprenant Aquitaine et Midi-Pyrénées) était suivi par une quarantaine de manifestants venus de ces deux régions. Ils n'ont pas empêché les travaux, mais ont fait valoir leur opinion.

### Enquête confiée à un cabinet

« Au départ, les commissions d'enquête étaient constituées d'agents de l'administration et de représentants du personnel, explique Dominique Dall'armi, délégué Solidaires de Midi-Pyrénées. Mais c'était vraiment trop dur d'aller voir les collègues, d'entendre répéter les mêmes histoires de vies gâchées, de disparition du métier, de perte de confiance en soi. Alors nous avons arrêté de faire ces enquêtes nous-mêmes, et avons demandé que, désormais, ce soit un cabinet agréé par le ministère du Travail. » Une demande entendue par la Direction territoriale ONF Sud-Ouest, qui a hier donné son accord pour

confier à un cabinet privé l'enquête sur le suicide de juillet dernier à La Teste. Une prestation dont le coût est évalué à 40 000 euros.

Petite victoire pour les agents donc, qui s'accompagne d'une motion, votée hier par le comité, « considérant que l'évolution des conditions de vie à l'ONF ont participé à la dégradation de l'état psychologique de Joël Aufret (disparu en août 2010 à Roquefort) et ont favorisé le passage à l'acte. » Ce qui ouvre la voie à la reconnaissance d'accident du travail, à condition que la commission de réforme qui devra examiner ce rapport, présidée par le préfet des Landes, l'agrée.

Pour sa part, Yves Ducos, directeur territorial Sud-Ouest de l'ONF, remarque que cette motion a été prise par 5 voix pour, 2 contre et 2 abstentions et ne fait pas de projection sur la suite. Il porte actuellement ses efforts sur les suites du diagnostic socio-organisationnel engagé depuis 2009. « Redonner un esprit collectif, rassurer les agents de terrain sur l'avenir du métier, proposer un management intermédiaire sont les propositions faites. On doit se revoir avec les salariés d'ici la fin de l'année pour entériner tout cela. »